

Comprendre les statistiques du commerce international

Hubert Escaith,
Chef statisticien
de l'OMC



“Au cours des dernières années, les pays en développement ont fait de grands progrès dans l'établissement des statistiques du commerce international.”

Compte tenu de la grande quantité d'informations numériques disponibles dans le monde aujourd'hui, les statisticiens ont la tâche difficile de faire en sorte que les analystes du commerce et les autres aient rapidement accès à des données commerciales exactes.

La production de données à la fois précises et à jour est coûteuse et nécessite des ressources qui font malheureusement encore défaut dans de nombreux pays en développement. C'est pourquoi la fréquence et le niveau de détail des statistiques nationales varient considérablement d'un pays à l'autre. Pour y remédier, les statisticiens du commerce recourent à diverses techniques afin d'établir des estimations cohérentes. Heureusement, comme de plus en plus de pays fournissent des données de bonne qualité, il est beaucoup moins nécessaire de faire de telles estimations.

Défis liés aux données commerciales

Il a souvent été difficile d'établir des statistiques à jour et comparables sur le commerce des marchandises de certains pays en développement, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, car ces pays ne communiquent pas régulièrement des données cohérentes, comparables dans le temps et entre les pays, et conformes aux normes et directives internationales. Il a été encore plus difficile de recueillir des données sur les services commerciaux.

Pour les pays les moins avancés (PMA), par exemple, dont les deux tiers se trouvent en Afrique, l'examen des données disponibles les concernant pour la période 2000-2011 révèle que 40 des 48 PMA ont communiqué des données commerciales détaillées à la Base de données statistiques sur le commerce des marchandises de l'ONU (Comtrade) pour au moins une année et un flux commercial (exportation ou importation). Sur ces 40 PMA, seulement six ont une série de données complète pour l'ensemble de la période. Pour sept pays, des données ne sont disponibles que jusqu'à 2010.

Une série de données complète allant jusqu'à 2009 n'est disponible que pour 15 pays. Trente et un pays ont communiqué des données pour la période 2002 à 2005, mais seulement 25 l'ont fait pour chacune des quatre années.

En outre, les données communiquées par certains pays ne sont pas toujours conformes aux normes internationales énoncées par l'ONU dans les "Statistiques du commerce international de marchandises" (SCIM, Rev.2). La couverture des données varie elle aussi: par exemple, pour certains pays, les données ne concernent que les exportations.

Les flux commerciaux non comptabilisés: un problème croissant

De nombreux pays en développement ne fournissent pas d'estimations de leurs échanges non comptabilisés, comme le commerce transfrontières et le commerce illicite. Certains ne tiennent pas compte des zones franches dans leurs statistiques du commerce des marchandises. L'importance économique des données manquantes peut être considérable, comme dans le cas des Émirats arabes unis, dont une grande partie des exportations, consistant principalement en réexportations, ne semble pas être comptabilisée. Or, ces exportations ont augmenté depuis 2000 et elles représentaient 4 pour cent des exportations totales du Moyen Orient en 2011.

D'autres pays, par exemple en Amérique centrale et dans les Caraïbes, n'incluent pas le trafic de perfectionnement dans leurs statistiques nationales, même lorsqu'il représente une part considérable de leur commerce, et ils le comptabilisent séparément. Il arrive que les autorités nationales communiquent des données limitées sur les marchandises visées, leur origine et leur destination finale; des lacunes importantes en résultent constituant un problème de plus en plus préoccupant pour les statisticiens du commerce.

Relever les défis

Pour combler les lacunes des données, des organisations internationales, comme l'OMC, ont été obligées d'estimer les échanges bilatéraux de marchandises de certains pays. À cette fin, les statisticiens ont utilisé des statistiques commerciales "miroir" (c'est à dire des données communiquées par des partenaires commerciaux) pour remplacer



les données manquantes ou pour corroborer les données communiquées.

Bien souvent, les flux bilatéraux d'exportation déclarés par un pays ne correspondent pas aux importations déclarées par son partenaire commercial. Il y a de nombreuses raisons valables pour l'expliquer. Ces incohérences peuvent être dues au transit des marchandises par des pays tiers ou à la différence de régime commercial entre les pays, l'un comptabilisant toutes les marchandises qui franchissent la frontière et l'autre ne les comptabilisant qu'après dédouanement. Ces incohérences peuvent aussi être dues au fait que les marchandises sont classées ou évaluées différemment. Les données sur les importations sont généralement considérées comme étant de meilleure qualité que les données sur les exportations car elles sont souvent présentées de façon suffisamment détaillée pour permettre à l'administration douanière d'appliquer des droits, des taxes ou d'autres contrôles réglementaires. Il y a quelques exceptions à cette règle empirique. En effet, les données sur les exportations peuvent être plus fiables lorsque les échanges ont lieu à l'intérieur d'une zone douanière et que les exportateurs sont fortement incités à obtenir une ristourne des taxes intérieures (c'est à dire une réduction des taxes ou des droits acquittés sur les marchandises importées qui sont ensuite exportées sous la même forme ou sous une forme différente). Les statistiques des partenaires ou les données des organisations nationales et internationales sont souvent utilisées à des fins de recoupement et de validation.

Du fait de l'insuffisance des données communiquées par les PMA, le Secrétariat de l'OMC a longtemps fondé ses estimations sur les statistiques commerciales des pays partenaires, telles que figurant dans la base de données Comtrade de l'ONU. Comme l'essentiel du commerce des PMA avait lieu avec des pays développés ou des pays en développement avancés dotés de bonnes capacités statistiques, cette procédure permettait de faire des estimations relativement exactes. Elle avait cependant l'inconvénient de ne pas rendre compte du commerce entre les PMA et entre les PMA et d'autres pays en développement non déclarants. En outre, la communication tardive de données par certains pays en développement a limité la couverture des flux commerciaux des PMA pour les années récentes à partir des statistiques commerciales de leurs partenaires.

Le recoupement des données provenant de diverses sources, comme les comptes nationaux et les statistiques de la balance des paiements, a cependant permis d'obtenir des renseignements sur ces flux commerciaux non comptabilisés. Dans ce cas, le Secrétariat de l'OMC a imputé ces flux à des "produits non spécifiés et destinations non spécifiées", faute de données suffisantes.

Amélioration de la disponibilité et de la qualité des données

Au cours des dernières années, les pays en développement ont fait de grands progrès dans l'établissement des statistiques du commerce international. Des données annuelles sur les exportations et les importations totales de marchandises sont publiées officiellement dans les six mois suivant la période de déclaration (année de référence) pour environ 150 pays représentant plus de 95 pour cent du commerce mondial. Le Secrétariat de l'OMC se fonde principalement sur ces données pour calculer les exportations et les importations totales de marchandises des pays. La qualité des données annuelles fait l'objet d'un suivi régulier, par exemple, par l'établissement de statistiques à court terme qui permettent de réviser les données ou par le biais de l'Ensemble commun de données interorganisations géré par l'OMC, auquel participent Eurostat, l'OCDE, la Division de statistique de l'ONU et la CNUCED et qui permet aux organisations internationales de comparer leurs données et de les valider par recoupement.

La disponibilité et la qualité des statistiques des pays en développement figurant dans la base de données Comtrade de l'ONU, ventilées par partenaires et par produits, se sont également beaucoup améliorées au cours des dix dernières années. Sur les 48 PMA, cinq ont fourni des données pour la dernière année statistique. En outre, de nombreux PMA africains et la plupart des PMA du Moyen Orient ont communiqué des données allant jusqu'à 2010. Compte tenu de ces améliorations, l'ONU met actuellement au point une version mensuelle de sa base de données Comtrade pour certains pays déclarants.

Du fait de ces améliorations dans la communication de données commerciales, le Secrétariat de l'OMC s'efforce depuis 2011 d'utiliser autant que possible les données communiquées par chaque pays, ainsi que les données provenant de sources nationales, et il limite les

estimations basées sur les statistiques des pays partenaires aux cas où il n'existe pas de données publiées. Le Secrétariat a également tenté de préciser l'attribution par partenaire de certains groupes de produits, comme les combustibles. Cela vaut par exemple pour les exportations de combustibles des pays du Moyen Orient, en particulier de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. Le Secrétariat s'est aussi efforcé d'améliorer la cohérence des statistiques sur les marchandises, ventilées par origine et par destination, en effectuant un certain nombre d'ajustements des données. Ces ajustements sont expliqués plus en détail au chapitre 4 de la présente publication.

En ce qui concerne les services, la disponibilité des données statistiques s'est considérablement améliorée au cours des dernières années, qu'il s'agisse des données basées sur la balance des paiements (par secteur et par partenaire) ou des données sur les activités des filiales étrangères. Les pays en développement mettent peu à peu en œuvre les recommandations faites dans le Manuel interorganisations des statistiques du commerce international des services, mais actuellement la plupart des statistiques détaillées (concernant en particulier la balance des paiements par partenaire et les filiales étrangères) ne sont disponibles que pour les économies développées et en transition. Par ailleurs, pour mieux répondre aux besoins des utilisateurs, le Secrétariat de l'OMC et d'autres organisations s'efforcent d'élaborer des statistiques plus détaillées et d'améliorer les statistiques du commerce des services.

Pour finir, la coopération est une priorité de l'Équipe spéciale interinstitutions des statistiques du commerce international des services. Cette coopération a abouti à la création récente d'un programme de travail CNUCED OMC sur les statistiques du commerce des services, couvrant à la fois les données annuelles et les données trimestrielles.



Pour en savoir plus:
Composition, définitions
et méthodologie

